



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille vingt le 26 mai, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, par visioconférence, après convocation légale en date du 20 mai 2020, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. BAILLARGEAT, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. CASTETS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme HOLGADO, Mme LUCKHAUS, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. MONMARCHON à M. WINTERSHEIM, Mme LANDAIS à Mme QUERAL

Etaient excusés:

M. GEDON, Mme BERTHIOT

Etaient absents:

M. INOCENCIO, M. GABARD

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. SABOURAUD est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 21

Conseillers votants : 23

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

10 – MISE EN PLACE D'UNE PRIME EXCEPTIONNELLE DANS LE CADRE DE L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, notamment son article 4 ;

Vu la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 07 mai 2020 relatif à la mise en place d'une prime exceptionnelle dans le cadre de l'épidémie de covid 19 aux agents de la collectivité ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de déterminer les modalités de versements, le montant alloué et les bénéficiaires de la prime, Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante d'instituer cette prime exceptionnelle composée selon les modalités ci-après ;

ARTICLE – 1 BÉNÉFICIAIRES

Bénéficient de la prime exceptionnelle tel que défini dans la présente délibération :

- Les fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel en position d'activité et les contractuels de droit public qui ont été catégorisés en position et 1 et 2 dans le Plan de Continuité d'Activité (PCA).

ARTICLE 2 – MISE EN PLACE DE LA PRIME

- LE PRINCIPE

La prime exceptionnelle a pour objet d'être versée à ceux qui ont été particulièrement mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire déclaré en application de l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 susvisée afin de tenir compte d'un surcroît de travail significatif durant cette période et dans une moindre mesure du degré d'exposition aux risques.

• LA DÉTERMINATION D'ATTRIBUTION DE LA PRIME EXCEPTIONNELLE

Le plafond de la prime exceptionnelle sera proratisé en fonction du nombre de jours travaillés dans la période du 17 mars au 11 mai 2020. Cela représente un montant journalier de 28€.

Trois taux seront appliqués :

Taux 1 (Surcroît d'activité + exposition au risque) : 100% du montant journalier

Taux 2 (Exposition directe au risque) : 70% du montant journalier

Taux 3 (Exposition indirecte au risque : agents n'ayant pas été en contact du public) : 30% du montant journalier

ARTICLE 3 – DÉTERMINATION DES PLAFONDS

Le montant plafond de la prime exceptionnelle est fixé à 1 000 euros.

ARTICLE 4 - CUMUL

La prime exceptionnelle est cumulable avec tout autre élément de rémunération lié à la manière de servir, à l'engagement professionnel, aux résultats ou à la performance ou versé en compensation des heures supplémentaires, des astreintes et interventions dans le cadre de ces astreintes.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINALES

La prime exceptionnelle est exonérée d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales dans les conditions prévues à l'article 11 de la loi du 25 avril 2020 susvisée.

La prime exceptionnelle n'est pas reconductible et sera versée en 1 fois.

Il est ainsi demandé au Conseil Municipal d'adopter la mise en place de cette prime exceptionnelle.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 18 mai 2020 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 28/05/20
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20200526-61401-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

